

# REPUBLIQUE DU NIGER

*Fraternité - Travail - Progrès*



## **STRATEGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME ET DE LA PROLIFERATION**

**PERIODE : 2022-2024**



CELLULE NATIONALE DE  
TRAITEMENT  
DES INFORMATIONS  
FINANCIERES

**JUIN 2022**

## ACRONYMES/SIGLES ET ABREVIATIONS

ANB	Antenne Nationale de Bourse
AP/SFD	Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés
ARSM	Agence de Régulation du Secteur de la Micro Finance
APBEF/N	Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers du Niger
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BM	Banque Mondiale
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
CAN	Comité des Assureurs du Niger
CARPA	Caisse Autonome de Règlements Pécuniaires des Avocats
CB-UMOA	Commission Bancaire de l'UMOA
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CENTIF	Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières
CIMA	Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance
CNCA-LBC/FT	Comité National de Coordination des Actions relatives à la LBCFT
CNLCT	Comité National de Lutte contre le Terrorisme
CREPMF	Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers
CRF	Cellule de Renseignements Financiers
DMCE	Direction de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne
DPG	Déclaration de Politique Générale du Gouvernement
ENR	Evaluation Nationale des Risques
EPNFD	Entreprises et Professions Non Financières Désignées
FMI	Fonds Monétaire International
GAFI	Groupe d'Action Financière
GIABA	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
HALCIA	Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions Assimilées
IMF	Institutions de Micro Finance
LBCFT/P :	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux, le Financement du Terrorisme et de la Prolifération

OBNL	Organisme à But Non Lucratif
ONECCA	Ordre National des Experts Comptables et des Comptables Agréés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
OPJ	Officier de Police Judiciaire
ORTG	Organe Régional de Type GAFI
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues
PPE	Personne Politiquement Exposée
REM	Rapport d’Evaluation Mutuelle du dispositif national de LBC/FT
SGI	Société de Gestion et d’Intermédiation
SCLCT/CTO	Service Central de Lutte contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
SDDCI	Stratégie De Développement et de Croissance Inclusive
PDES	Plan de Développement Economique et Social
PEF	Programme Economique et Financier
STAR	Système de Transfert Automatisé et de Règlement
SICA	Système Interbancaire de Compensation Automatisé

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>I- CONTEXTE GENERAL.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>II- MENACES ET VULNERABILITES.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>2.1. MENACES.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>2.2. VULNERABILITES.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>2.2.1. VULNERABILITES AU BLANCHIMENT DE CAPITAUX .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>2.2.2. VULNERABILITES AU FINANCEMENT DU TERRORISME .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>2.2.3. VULNERABILITES AU FINANCEMENT DE LA PROLIFERATION... ..</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>III- OBJECTIF GENERAL DE LA STRATEGIE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>IV- OBJECTIFS SPECIFIQUES .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>V- METHODOLOGIE.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>VI-DIAGNOSTIC .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>VII-AXES STRATEGIQUES ET PROGRAMMES .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>3- RENFORCEMENT DE LA COOPERATION .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>7.1. AXES STRATEGIQUES.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>7.2. PROGRAMMES .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>7.3. DESCRIPTION DES AXES STRATEGIQUES AVEC LES OBJECTIFS ET LES RESULTATS ASSOCIES .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>XIII. PLAN D’ACTIONS .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.1. PLAN D’ACTIONS- PROGRAMME 1 .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.2. PLAN D’ACTIONS- PROGRAMME 2 .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.3. PLAN D’ACTIONS-PROGRAMME 3 .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.4. PLAN D’ACTIONS-PROGRAMME 4 .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.5. PLAN D’ACTIONS- PROGRAMME 5 .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>8.6. PLAN D’ACTIONS- PROGRAMME 6 .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>IX. VALIDATION ET ADOPTION DE LA STRATEGIE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>X. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>XI- FINANCEMENT DE LA STRATEGIE.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>XII - CONCLUSION .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>ANNEXE : RESULTATS DU DIAGNOSTIC DU DISPOSITIF NATIONAL DE LBC/FT .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>

## **INTRODUCTION**

La communauté internationale est profondément préoccupée par l'incidence croissante du crime organisé, de la corruption et du terrorisme eu égard à leurs effets néfastes sur la paix, la sécurité et le développement socio-économique des nations. Une stratégie efficace de lutte contre ces fléaux transnationaux passe nécessairement, au niveau de chaque pays, par des mesures pour lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération, conformément aux normes standards édictées en la matière par le Groupe d'Action Financière (GAFI).

Le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération fragilisent la bonne gouvernance, portent préjudice à l'intégrité des marchés financiers, découragent l'investissement et entravent le développement économique.

La prise de conscience des effets néfastes de blanchiment de capitaux, du financement du terrorisme et de la prolifération a très vite amené les autorités Nigériennes à prendre des mesures visant à renforcer le cadre juridique et institutionnel de lutte contre ces fléaux. Le Niger qui fait partie des espaces d'intégration économiques et monétaires (l'UEMOA et la CEDEAO), s'est conformé à ses engagements communautaires en consacrant le principe de la répression des actes de corruption et de blanchiment d'argent dans sa loi fondamentale.

Outre le renforcement du cadre normatif et institutionnel de lutte contre la délinquance financière, le Gouvernement s'est également doté d'une stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur la période de 2013 à 2015 adoptées par décret n°2013-220/PRN/MF du 14 juin 2013.

A l'issue de la mise en œuvre de cette stratégie et après une évaluation des progrès accomplis, les insuffisances relevées et la nécessité de prendre en charge le plan d'actions de l'ENR, le Gouvernement a décidé de se doter d'une nouvelle stratégie nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération sur la période de 2022 à 2024.

Le présent document définit les principaux axes stratégiques de la nouvelle stratégie de LBCFT/P, après un diagnostic basé sur les sources d'informations disponibles, notamment le rapport d'Evaluation Nationale des Risques (ENR).

Le document est organisé en trois grandes parties dont la première couvre le contexte général, la méthodologie et le diagnostic, puis la seconde qui traite du cadre stratégique et la dernière qui est portée sur le plan d'actions.

## **I- CONTEXTE GENERAL**

**A l'échelle mondiale**, les premières initiatives de lutte contre le blanchiment de capitaux ont commencé avec le Comité de Bâle, sur le contrôle bancaire, créé en 1975.

En outre, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a été la première institution internationale à avoir engagé la lutte contre la délinquance financière, en adoptant la Convention de 1988, dite Convention de Vienne, contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Cette convention vise fondamentalement à priver les criminels du produit de leurs crimes afin de les empêcher de les perpétuer.

La lutte contre ces fléaux a conduit à la création, en 1989, lors du Sommet de G7 à Paris, du GAFI dont normes internationales feront autorité. Cette institution a pour mission d'élaborer à l'intention des Etats des normes standards de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Au sein de l'espace CEDEAO, la volonté des Etats membres de lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a abouti à la création en 2000 du Groupe Inter-gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA), par décision des Chefs d'Etat de la CEDEAO. Le GIABA est une institution spécialisée, chargée de la mise en œuvre des normes internationales du GAFI au sein des Etats membres. En juin 2006, le GIABA est devenu un organisme régional de type GAFI (ORTG) en Afrique de l'Ouest et depuis juin 2010, il dispose du statut de membre associé du GAFI. Le GIABA participe pleinement aux travaux du GAFI.

A l'échelle nationale, le Niger s'est doté, respectivement en 2004 et 2010, des lois sur le Blanchiment des capitaux et sur le Financement du terrorisme inspiré de la directive n°07/2002/CM/UEMOA relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux dans les Etats membres. Le cadre juridique a été modifié et renforcé suivant la loi n°

2016-33, relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du terrorisme suite à la transposition de la directive n° 02/2015/CM/UEMOA.

Le Niger a également ratifié plusieurs Conventions internationales traitant des questions de la criminalité transnationale organisée, du blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme, dont :

- la Convention de Vienne de 1988, portant sur le trafic illicite de stupéfiants et des substances psychotropes ;
- la Convention de Strasbourg de 1990, portant sur le blanchiment, le dépistage, la saisie et la confiscation des produits du crime ;
- la Convention de New York 1999, portant sur la répression du financement du terrorisme ;
- la Convention de Palerme 2000, relative à la criminalité transfrontalière organisée ;
- la Convention de Merida 2003, sur la lutte contre la corruption.

Ce dispositif conventionnel est renforcé par les Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies notamment les résolutions n°1267 (1999) et ses résolutions subséquentes° 1373 (2001), n° 1540(2004), n° 1718 (2006) et n° 1747 (2007) et ses résolutions subséquentes relatives au terrorisme, au financement du terrorisme et au financement de la Prolifération.

Le Niger a renforcé ce dispositif par l'adoption de :

- la loi n° 2016-33 du 31 octobre 2016, relative à la lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme ;
- la loi n°2016-44 du 6 décembre 2016, portant création, attribution et missions de la Haute Autorité à la Lutte Contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) ;
- la loi n°2015-02 du 13 janvier 2015, portant création, composition, organisation et compétences d'un pôle judiciaire et des chambres spécialisées en matière économique et financière, réprimant également les infractions économiques et financières ;
- l'Ordonnance n°2010-86 du 16 décembre 2010, relative à la lutte contre la traite des personnes ;
- la loi n° 2015-36 du 26 mai 2015, relative au trafic illicite de migrants ;
- des réformes du Code Pénal et du Code de Procédure Pénal ;

- le Décret 2017-097/PRN/MF du 17 février 2017 sur le gel administratif des fonds, biens et autres ressources financières dans le cadre de la LBC/FT ;
- le Décret 2017-681/PRN/MF du 10 août 2017, modifiant le décret 2014-448/PRN/MF du 4 juillet 2014, portant création, attributions, composition et modalités de fonctionnement du CNCA-LBC/FT ;
- le Décret 2017-599/PRN/MJ du 13 juillet 2017, portant création d'un Etablissement Public à caractère administratif dénommé « Agence Centrale de Gestion des Saisies, des Confiscations, des Gels et des Recouvrements d'Avoirs » (ACGSCGRA) ;
- Le décret 2017-705/PRN/MJ du 14 août 2017, portant approbation des statuts de l'ACGSCGRA ;

Au plan institutionnel, le Niger a mis en place plusieurs structures chargées de la mise en œuvre du dispositif légal. Il s'agit notamment de :

- la CENTIF, créée par le décret n°2004-262 PRN/ME/F du 14 septembre 2004 portant création, organisation et fonctionnement d'une Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) ;
- le Comité National de Coordination des Actions de Lutte Contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (CNCA-LBC/FT), par décret n°2010-541, modifié par les décrets n°2012-105 du 30 mars 2012, 2014-448/PRN/MF du 4 juillet 2014, 2017-681/PRN/MF du 10 août 2017 ;
- la HALCIA, créé par décret N°2011-219/PRN/MJ du 26 juillet 2011, remplacée par la loi N°2016-44 du 6 décembre 2016, portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions assimilées ;
- le pôle et les chambres spécialisés en matière de lutte contre le terrorisme créé par l'Ordonnance N°2011-11 du 27 janvier 2011, modifiant la loi organique 2004-50 du 22 juillet 2004, fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger, devenus par la suite Pôle et chambres judiciaires spécialisés en matière de lutte contre le terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée ;
- le Pôle Judiciaire et les chambres Spécialisés en matière économique et financière créés par loi n° 2015-02 du 13 janvier 2015 ;
- la Commission Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes instituée par décret n°2012-082 du 21 mars 2012 ;



- l'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes, instituée par décret n°2012-083 du 21 mars 2012 ;
- l'Office Central de Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants, instituée par décret n°2015-295 du 5 juin 2015 ;
- le Service Central de Lutte Contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée (SCLCT/CTO) institué par arrêté n°0045/MI/S/D/AR/DGPN du 28 janvier 2011 ;
- l'Agence Centrale de Gestion des Saisies, des Confiscations, des Gels et des Recouvrements des Avoirs (ACGSCGRA) créée par Décret 2017-599/PRN/MJ du 13 juillet 2017 ;
- l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (OCRTIS) institué par l'ordonnance n° 99-042 du 23 septembre 1999

Plusieurs stratégies de lutte contre ces fléaux ont été formulées et mises en œuvre, notamment :

- la Stratégie Nationale de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du terrorisme 2013-2015, adoptée par décret n°2013-222/PRN du 14 juin 2013 ;
- le plan d'actions de lutte contre la traite des personnes, adopté le 22 juillet 2014 ;
- la stratégie nationale de la sécurité intérieure adoptée par Décret n° 2017-760/PRN/MISP/ACR du 29 septembre 2017,
- les lignes directrices des IF et EPNFD élaborées en 2017 ;
- la Stratégie Nationale de lutte contre la corruption, adoptée décret N°2018-007/PRN du 5 janvier 2018.
- l'Evaluation Nationale des Risques (ENR) et son plan d'actions adoptés en 2019

## II Présentation de la CENTIF

La Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) est une autorité administrative indépendante, sous la tutelle du Ministre des Finances prévue par la **loi n° 2004-41** du 08 Juin 2004 portant sur la lutte contre le blanchiment de capitaux en son article 16 modifiée par la **loi n° 2016-33** du 31 octobre 2016 relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Elle a été créée par le décret n°2004-262 PRN/ME/F du 14 septembre 2004, la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières modifié par le décret n° 2020-

112/PRN/MF du 27 Janvier 2020 précisant l'organisation et les modalités de fonctionnement et de financement de la CENTIF.

## 1 Organisation

La CENTIF compte un effectif composé des membres statutaires, d'un personnel technique et administratif.

- Les membres statutaires au nombre de 6:
  - Un représentant du ministre des finances ;
  - Un représentant du ministre de la justice ;
  - Un représentant du ministre de l'intérieur ;
  - Un représentant de la Banque Centrale ;
  - Un représentant de la Direction Générale des Douanes ;
  - Un représentant de la Direction Générale de la police nationale.
- Le personnel technique et administratif qui est composé:
  - des analystes financiers ;
  - des informaticiens ;
  - un chargé de programme ;
  - un responsable de sécurité ;
  - des agents de sécurité ;
  - un responsable administratif et financier ;
  - une documentaliste ;
  - des enquêteurs,
  - des secrétaires de direction,
  - des chauffeurs, planton et manœuvres.

La CENTIF dispose également des Correspondants désignés à la justice, à la gendarmerie, à la police, à la DGI, au trésor, la douane qui assistent la CENTIF dans l'exécution des missions qui lui sont confiées.

L'organigramme de la CENTIF comprend :

- le cabinet du président,
- un département des affaires juridiques et de la coopération,
- un département des enquêtes,
- un secrétariat technique,
- un service de l'informatique et de la documentation,

- un chargé de programme,
- un service administratif et financier,
- un service de documentation,

Pour la coordination des activités de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, il a été créé :

- le Comité National de Coordination des Actions de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et le financement de la prolifération (CNCA-LBC/FT/P). Il assiste le gouvernement dans la conduite de la politique LBC/FT/P.
- le forum des responsables de conformité et la CENTIF. C'est un cadre formel d'échanges d'informations et des pratiques du secteur financier en vue d'améliorer le dispositif interne des assujettis.

## 2.2 Missions et Attributions

La CENTIF est chargée du traitement et de la transmission d'informations, en vue de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération.

- La CENTIF est également chargée d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune d'elles, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- Elle émet des avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. A ce titre, elle propose toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- La CENTIF élabore des rapports périodiques, au moins une fois par trimestre, et un rapport annuel, qui analysent l'évolution des activités de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au plan national et international, et procède à l'évaluation des déclarations recueillies. Ces rapports sont soumis au Ministre chargé des Finances.
-

### III- METHODOLOGIE DE TRAVAIL

La méthodologie adoptée dans l'élaboration de ce document a été inclusive. Elle est basée sur des échanges avec toutes les parties prenantes à la Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme et de la Prolifération.

Ainsi, du 30 janvier au 15 février 2020, des rencontres ont été successivement organisées avec les structures ci-après :

- les assujettis à la loi 2016-33 du 31 octobre 2016 à savoir : les institutions financières, les Sociétés Financières Décentralisées (SFD), les Entreprises et Professions Non Financières Désignées (EPNFD), les ordres et associations professionnels ...
- les autorités de contrôle et de supervision
- les autorités chargées d'enquêtes et de poursuites judiciaires.
- la CENTIF, plusieurs réunions de cadrage et d'échanges d'informations ont été organisées ;
- le CNCA-LBC/FT/P : l'avant- projet de la stratégie nationale de lutte contre le BC/FT/P a été soumis à l'appréciation du Comité de Coordination pour des observations et amendements ;

Un Atelier national de validation a été organisé le 29 mars 2021 au cours duquel des observations visant à améliorer le document ont été formulées par les participants.

Après avoir intégré l'ensemble des observations de l'atelier, le projet de rapport de la Stratégie nationale de la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération a été déposé au Cabinet du Président de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF).

### IV ORIENTATION STRATEGIQUE

L'orientation de la présente stratégie repose sur une vision et des valeurs fondamentales clairement définies.

#### 4.1 Vision

La CENTIF ambitionne de créer des conditions juridiques propices à l'investissement soutenues par un système financier transparent, performant et fiable, favorisant le développement d'une économie saine et la promotion de la bonne gouvernance conformes aux objectifs de la communauté internationale relatives à la lutte contre le

blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération et aux politiques et programmes de développement en cours au Niger.

#### 4.2 Valeurs fondamentales

Les valeurs intrinsèques qui fondent les principes et éthiques de la CENTIF sont, entre autres :

- la confidentialité dans le traitement des informations financières ;
- l'acquittement des tâches dans les délais raisonnables avec honnêteté, soins, diligence, professionnalisme et éthique ;
- la courtoisie avec les assujettis,
- l'intégrité des agents.

### **V- DIAGNOSTIC STRATEGIQUE**

Les rencontres avec les différentes parties prenantes à la LBC/FT/P ont permis de poser un diagnostic approfondi de chaque secteur, en termes de forces, faiblesses, opportunités ainsi que des menaces pesant sur le dispositif national de LBCFT/P.

#### 5.1 Forces

Le dispositif normatif et institutionnel en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme est renforcé par :

- la loi n° 2016-33 du 31 octobre 2016, relative à la lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme consacre l'évolution du dispositif communautaire de la LBC/FT/P. Elle est la fusion en un seul texte des lois n° 2004-41 du 08 Juin 2004 portant sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et n°2010-05 du 21 janvier 2010 portant sur la lutte contre le financement du terrorisme en y incluant le financement de la prolifération;
- la loi n°2016-44 du 6 décembre 2016, portant création, attribution et missions de la Haute Autorité à la Lutte Contre la Corruption et les Infractions Assimilées (HALCIA) ;
- la loi n°2015-02 du 13 janvier 2015, portant création, composition, organisation et compétences d'un pôle judiciaire et des chambres spécialisées en matière économique et financière, réprimant également les infractions économiques et financières ;

- l'Ordonnance n°2010-86 du 16 décembre 2010, relative à la lutte contre la traite des personnes ;
- la loi n° 2015-36 du 26 mai 2015, relative au trafic illicite de migrants ;
- les réformes du Code Pénal et du Code de Procédure Pénal ;
- le Décret 2017-097/PRN/MF du 17 février 2017 sur le gel administratif des fonds, biens et autres ressources financières dans le cadre de la LBC/FT ;
- le Décret 2017-681/PRN/MF du 10 août 2017, modifiant le décret 2014-448/PRN/MF du 4 juillet 2014, portant création, attributions, composition et modalités de fonctionnement du Comité National de Coordination des Actions-LBC/FT ;
- le Décret 2017-599/PRN/MJ du 13 juillet 2017, portant création d'un Etablissement Public à caractère administratif dénommé « Agence Centrale de Gestion des Saisies, des Confiscations, des Gels et des Recouvrements d'Avoirs » (ACGSCGRA) ;
- Le décret 2017-705/PRN/MJ du 14 août 2017, portant approbation des statuts de l'ACGSCGRA ;
- la CENTIF, créée par le décret n°2004-262 PRN/ME/F du 14 septembre 2004 portant création, organisation et fonctionnement d'une Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) ;
- le Comité National de Coordination des Actions de Lutte Contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme (CNCA-LBC/FT), par décret n°2010-541, modifié par les décrets n°2012-105 du 30 mars 2012, 2014-448/PRN/MF du 4 juillet 2014, 2017-681/PRN/MF du 10 août 2017 ;
- la HALCIA, créée par décret N°2011-219/PRN/MJ du 26 juillet 2011, remplacée par la loi N°2016-44 du 6 décembre 2016, portant création, attributions, composition, organisation et fonctionnement de la Haute Autorité de Lutte contre la Corruption et les Infractions assimilées ;
- le Pôle et les chambres spécialisées en matière de lutte contre le terrorisme créé par l'Ordonnance N°2011-11 du 27 janvier 2011, modifiant la loi organique 2004-50 du 22 juillet 2004, fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger, devenus par la suite Pôle et chambres judiciaires spécialisés en matière de lutte contre le terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée ;

- le Pôle Judiciaire et les chambres Spécialisés en matière économique et financière créés par loi n° 2015-02 du 13 janvier 2015 ;
- la Commission Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes instituée par décret n°2012-082 du 21 mars 2012 ;
- l'Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes, instituée par décret n°2012-083 du 21 mars 2012 ;
- l'Office Central de Répression du Trafic Illicite de Stupéfiants, instituée par décret n°2015-295 du 5 juin 2015 ;
- le Service Central de Lutte Contre le Terrorisme et la Criminalité Transnationale Organisée (SCLCT/CTO) institué par arrêté n°0045/MI/S/D/AR/DGPN du 28 janvier 2011 ;
- l'Agence Centrale de Gestion des Saisies, des Confiscations, des Gels et des Recouvrements des Avoirs (ACGSCGRA) créée par Décret 2017-599/PRN/MJ du 13 juillet 2017 ;
- l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (OCRTIS) institué par l'ordonnance n° 99-042 du 23 septembre 1999.

Il sied également de rappeler quelques points forts à l'actif de la CENTIF :

- un personnel compétent et multidisciplinaire ;
- une augmentation progressive du budget ;
- une amélioration de la collaboration avec les institutions bancaires, SFD et autres acteurs impliqués dans la lutte contre ces fléaux ;
- un cadre de coopération bilatérale et multilatérale disponible à l'instar du Groupe Egmont, RECEN-UEMOA.

## 5.2 Faiblesses

Il ressort du diagnostic les faiblesses ci-après :

- les lacunes et insuffisances des instruments juridiques;
- la faiblesse du nombre des DOS reçues des assujetties ;
- l'insuffisance du personnel technique notamment les analystes et les informaticiens ;
- l'insuffisance de sensibilisation des acteurs de change manuel ;
- l'insuffisance de sensibilisation des acteurs de transferts alternatifs de fonds;
- l'insuffisance de la vulgarisation de la réglementation LBC/FT;

- l'absence d'un dispositif interne de LBC/FT dans certaines structures assujetties ;
- l'insuffisance de formation et de sensibilisation du personnel de certaines structures assujetties;
- le faible taux de bancarisation et utilisation importante des espèces dans les transactions.

### **5.3 Opportunités**

Après l'exploitation de la documentation et les entretiens, les opportunités ci-après ont été identifiées :

- l'engagement politique fort ;
- les assistances techniques du GIABA, de l'ONUDC et des autres PTF ;
- l'existence d'un mécanisme de suivi des dossiers envoyés au Procureur de la République, qui a permis de faciliter les échanges pour une meilleure prise en charge des rapports transmis ;
- le renforcement des capacités des acteurs;
- le renforcement du dispositif prudentiel des banques avec Bâle II et III ;
- la loi sur les instruments de paiement ;
- la loi portant réglementation des SFD ;
- la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI 2019-2023) ;
- la promotion des politiques de bancarisation et d'utilisation des moyens de paiements scripturaux ;
- la présence d'antennes nationales de bourse dans tous les pays de l'UEMOA ;
- l'existence de la société de gestion et d'intermédiation (SGI).

### **5.4 LES MENACES**

- le manque de culture de la dénonciation au niveau de certains assujettis ;
- l'existence d'un secteur informel très important ;
- l'absence d'un dispositif interne de LBC/FT au niveau des EPNFD;
- la faiblesse du nombre de DOS transmises à la CENTIF ;
- l'insuffisance de formations spécialisées des autorités d'enquêtes et de poursuite.

## **VI. RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION**



## **6.1 Risques**

1. Insuffisance de mobilisation de fonds.
2. Instabilité politique.
3. Accentuation de la crise sécuritaire : les priorités du gouvernement seront dirigées à la sécurité.
4. Insuffisance de motivation des acteurs en charge de conduire les actions prévues.
5. Faiblesse du suivi-évaluation ne permettant pas de déceler les distorsions à temps opportun afin de les corriger pour l'atteinte des objectifs.

## **6.2 Mesures d'atténuation**

1. Organiser une table ronde des partenaires ou des rencontres ciblées avec certains partenaires pour susciter leur intérêt au financement de la stratégie.
2. Décliner à chaque acteur son cahier de charge assorti d'un chronogramme convenu de réalisation des activités de leur secteur.
3. Mettre en place un comité technique et un comité de pilotage qui doivent impulser une bonne dynamique dans la conduite des activités.

Ces deux comités vont superviser la mise en œuvre de la stratégie dans sa globalité.

## **VII- OBJECTIFS ET RESULTATS STRATEGIQUES**

### **7.1 - Objectif général**

L'objectif général de la présente stratégie de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération de développer une économie saine et promouvoir la bonne gouvernance.

### **7.2- Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques de la présente stratégie visent à :

- renforcer le cadre juridique de la LBCFT/P ;
- renforcer la capacité opérationnelle de la CENTIF ;
- renforcer les capacités des autorités d'enquêtes et de poursuites ;

- renforcer les dispositifs préventifs des assujettis et les capacités des autorités de régulation et de contrôle ;
- développer et promouvoir la coopération ;
- mettre en place un dispositif de suivi-évaluation.

### 7.3- Résultats attendus

Il est attendu de la mise en œuvre de cette stratégie les résultats spécifiques suivants :

- le cadre juridique et institutionnel de la LBCFT/P est renforcé ;
- les capacités opérationnelles de la CENTIF sont renforcées ;
- les capacités des autorités d'enquêtes et de poursuites sont renforcées ;
- les dispositifs préventifs des assujettis et les capacités de autorités de régulation sont renforcés ;
- la coopération est promue et développée ;
- le dispositif de suivi-évaluation est mis en place.

## VIII- STRATEGIE D'INTERVENTION ET AXES STRATEGIQUES

### 8.1- Logique d'intervention

Axes	Objectifs	Actions	produits	Effets	Impact
<b>Axe 1 :</b> Renforcement du cadre juridique de la LBCF/TP	<b>Objectif 1 :</b> Renforcer le cadre juridique de la LBCFT/P	<b>Action 1.1 :</b> Mise en conformité du dispositif national de LBCFT/P aux standards internationaux	<b>Produit 1.1 :</b> Le dispositif national de LBCFT/P est conforme aux standards internationaux	<b>Effet 1 :</b> Le cadre juridique est amélioré	Contribuer au développement d'une économie saine
<b>Axe 2 :</b> Renforcement des capacités opérationnelles de la CENTIF	<b>Objectif 2 :</b> Renforcer la capacité opérationnelle de la CENTIF	<b>Action 2.1 :</b> Renforcement du personnel administratif et technique de la CENTIF	<b>Produit 2.1 :</b> Les capacités techniques et administratives de la CENTIF sont renforcées	<b>Effet 2 :</b> Les capacités opérationnelles de la CENTIF sont renforcées	
		<b>Action 2.2 :</b> Amélioration de l'efficacité de la CENTIF	<b>Produit 2.2 :</b> L'efficacité de la CENTIF est améliorée		
		<b>Action 2.3 :</b> Renforcement de la CENTIF en moyens matériels	<b>Produit 2.3 :</b> La CENTIF est dotée de moyens matériels		
		<b>Action 2.4 :</b> révision de l'ENR	<b>Produit 2.4 :</b> L'ENR est révisée		
<b>Axe 3 :</b> Renforcement des capacités des autorités d'enquêtes et de poursuites	<b>Objectif 3 :</b> Renforcer les capacités des autorités d'enquêtes et de poursuites	<b>Action 3.1 :</b> Poursuite de la sensibilisation et renforcement de la formation des autorités d'enquête et de poursuite	<b>Produit 3.1 :</b> Les capacités financières et matérielles des services d'enquête sont renforcées	<b>Effet 3 :</b> Les capacités des autres acteurs sont renforcées	
		<b>Action 3.2 :</b> Renforcement de l'efficacité opérationnelle des autorités chargées d'enquêtes	<b>Produit 3.2 :</b> Les autorités d'enquête et de poursuite sont formées		
		<b>Action 3.3 :</b> Renforcement des capacités de l'ACGSGCRA	<b>Produit 3.3 :</b> Les capacités des ACGSGCRA sont renforcées		
<b>Axe 4 :</b> Renforcement des dispositifs préventifs des autorités assujettis et des capacités des autorités de	<b>Objectif 4 :</b> Renforcer les dispositifs préventifs des autorités assujettis	<b>Action 4.1 :</b> Renforcement des capacités des EPNFD	<b>Produit 4.1 :</b> Les EPNFD sont formés	<b>Effet 4 :</b> Les dispositifs préventifs des autorités assujettis et les capacités des autorités de	
		<b>Action 4.2 :</b> Renforcement du secteur de la micro finance	<b>Produit 4.2 :</b> Le secteur de la micro finance est renforcé		

régulation et de contrôle	et les capacités des autorités de régulation et de contrôle	<b>Action 4.3 :</b> Renforcement des capacités des institutions financières	<b>Produit 4.3 :</b> Les agents des institutions financières sont formés	régulation sont renforcées
		<b>Action 4.4 :</b> Formation des agréés de change manuel	<b>Produit 4.4 :</b> Les agréés de change manuel sont formés	
		<b>Action 4.5 :</b> Renforcement des capacités du secteur des assurances	<b>Produit 4.5 :</b> Les capacités du secteur des assurances sont renforcées	
		<b>Action 4.6 :</b> Appuis aux bureaux de change manuel à mettre en place un dispositif LBC/FT adapté	<b>Produit 4.6 :</b> Le dispositif LBC/FT est mis en place dans les bureaux de change	
		<b>Action 4.7 :</b> Formation du secteur des OBNL	<b>Produit 4.7 :</b> Les agents du secteur des OBNL sont formés	
		<b>Action 4.8 :</b> Formation des autorités de contrôle et de régulation des OBNL	<b>Produit 4.8 :</b> Les autorités de contrôle et de régulation des OBNL sont formées	
<b>Axe 5 :</b> Développement de la coopération	<b>Objectif 5 :</b> Développer et promouvoir la coopération	<b>Action 5.1 :</b> renforcement de la coopération nationale LBC/FT	<b>Produit 5.1 :</b> La coopération nationale LBC/FT est renforcée	<b>Effet 5 :</b> La coopération est développée
		<b>Action 5.2 :</b> renforcement de la coopération internationale LBC/FT	<b>Produit 5.2 :</b> La coopération internationale LBC/FT est renforcée	
		<b>Action 5.3 :</b> Amélioration de la coopération en matière d'entraide pénale et de coopération judiciaire.	<b>Produit 5.3 :</b> La coopération internationale en matière d'entraide pénale et de coopération judiciaire est améliorée	
<b>Axe 6 :</b> Suivi-évaluation	<b>Objectif 6 :</b> mettre en place un dispositif de suivi-évaluation	<b>Action 6.1 :</b> Mise en œuvre du dispositif de suivi-évaluation de la stratégie de LBCFT/P	<b>Produit 6.1 :</b> Le dispositif de suivi-évaluation de la stratégie de LBCFT/P est mis en œuvre	<b>Effet 6 :</b> Le suivi-évaluation est assuré

## 8.2- Axes stratégiques

La stratégie nationale de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du Terrorisme et le financement de la prolifération est basée sur six (6) axes stratégiques déclinés en dix-neuf (19) actions.

## **AXE 1 : Renforcement du cadre juridique de la LBCFT/P**

L'axe 1 de la stratégie vise à combler les lacunes et insuffisances du cadre juridique et institutionnel de la LBCFT/P identifiées.

## **AXE 2 : Renforcement des capacités opérationnelles de la CENTIF**

Le renforcement des capacités opérationnelles de la CENTIF passe par la formation du personnel administratif et la dotation en ressources financières matérielles.

## **AXE 3 : Renforcement des capacités des autres autorités d'enquêtes et de poursuites judiciaires**

Cet axe prend en compte la formation et la sensibilisation des parties prenantes, notamment les autres acteurs d'enquête et de poursuite judiciaire.

## **AXE 4 : Renforcement des dispositifs préventifs des assujettis et les capacités des autorités de régulation et de contrôle**

L'axe 4 porte sur le renforcement des capacités des EPNFD, l'encadrement du secteur informel, l'accompagnement des institutions de micro finance à travers l'AP/SFD, la mise en place des dispositifs internes renforcés pour les institutions de l'article 44 de la loi portant réglementation des SFD, le renforcement des capacités du sous-secteur des assurances et l'appui des bureaux de change à mettre en place un dispositif LBC/FT adapté.

## **AXE 5 : Développement de la coopération**

Cet axe est mis en œuvre à travers les actions suivantes :

- améliorer et promouvoir la coopération nationale et internationale ;
- améliorer la coopération en matière d'entraide pénale et de coopération judiciaire.

## **AXE 6 : Suivi-évaluation**

Le cadre de suivi-évaluation doit permettre de recenser, d'encadrer et d'évaluer la mise en œuvre des activités dévolues à chaque acteur dans le Plan d'actions.

L'évaluation de la mise en œuvre des actions repose sur les indicateurs quantifiables, vérifiables et simples (SMART), suggérés dans le plan d'actions. Des évaluations périodiques à mi-parcours (semestrielles ou annuelles) doivent permettre d'apprécier les efforts de mise en œuvre de la stratégie.

Le cadre du suivi-évaluation est placé sous l'autorité du Comité de Pilotage. Des rapports d'évaluation sont élaborés et soumis à l'avis du CNCA-LBC/FT et à l'attention du Ministre chargé des Finances.

La validation desdits rapports par le CNCA-LBC/FT implique un examen approfondi portant notamment sur : **(i)** les activités réalisées, **(ii)** les résultats atteints par rapport au plan de travail annuel, **(iii)** les investissements réalisés, **(iv)** le niveau d'atteinte des indicateurs et **(v)** l'exécution financière du budget annuel.

Le plan d'actions de la stratégie fera l'objet de deux évaluations externes :

- une évaluation à mi-parcours en 2023 ;
- une évaluation finale en 2024 pour apprécier la performance globale de la stratégie et les résultats atteints par rapports aux objectifs initiaux.

### 8.3- Cadre logique

Chaîne de résultats	Indicateurs	Sources de vérification	Risques/hypothèses
<b>Impact</b> : contribuer au développement d'une économie saine	Indicateur PDES	RMO/PDES 2022-2026	Insécurité  Disponibilité des fonds Volonté politique
<b>Effet 1</b> : Le cadre juridique est amélioré	Niveau de conformité aux standards internationaux	REM et Rapports de suivi	Volonté politique et Adhésion des parlementaires
<b>Produit 1.1</b> : Le dispositif national de LBCFT/P est conforme aux standards internationaux	Nombre d'instruments juridiques internationaux respectés	Journal Officiel	
<b>Effet 2</b> : Les capacités opérationnelles de la CENTIF sont renforcées	Proportion de renseignements financiers produits par rapport au nombre de DOS traitées	Rapports CENTIF	Disponibilité des fonds  Volonté politique Offensives diplomatiques
<b>Produit 2.1</b> : Les capacités techniques et administratives de la CENTIF sont renforcées	Nombre d'agents formés  Rapports périodiques de la CENTIF	Rapports CENTIF	
<b>Produit 2.2</b> : L'efficacité de la CENTIF est améliorée		Rapport financier annuel d'exécution du budget de la CENTIF	
<b>Produit 2.3</b> : La CENTIF est dotée de moyens matériels	Quantité de matériels acquis	Budget	
<b>Produit 2.4</b> : L'ENR est révisée	Rapport des ateliers	Rapport de la CENTIF	
<b>Effet 3</b> : Les capacités des autres acteurs sont renforcées	Proportion des acteurs appliquant strictement les textes en vigueur	Rapport de la CENTIF	Disponibilité de fonds Intérêt des acteurs

<b>Produit 3.1 :</b> Les capacités financières et matérielles des services d'enquête sont renforcées	Dotation budgétaire et quantité de matériels acquis	Budget	Disponibilité de fonds
<b>Produit 3.2 :</b> Les autorités d'enquête et de poursuite sont formées	Nombre d'agents des services d'enquêtes formés	Rapports de formation	Disponibilité de fonds
<b>Produit 3.3 :</b> Les capacités de l'ACGSGCRA sont renforcées	Nombre d'agents de l'ACGSGCRA formés	Rapport de l'ACGSGCRA	Disponibilité de fonds
<b>Effet 4 :</b> Les dispositifs préventifs des assujettis et les capacités des autorités de régulation sont renforcées	Nombre de dispositifs préventifs mis en place	Rapports de formation	Disponibilité des fonds
	Nombre d'agents des autorités de régulation formés	Rapports d'activités	Adhésion des acteurs Motivation des agents
<b>Produit 4.1 :</b> Les EPNFD sont formés	Nombre des EPNFDs formés	Rapports de formation	Volonté politique
<b>Produit 4.2 :</b> Le secteur de la micro finance est renforcé	Nombre d'agents de la micro finance formés	Rapports de formation Rapports d'activités	
<b>Produit 4.3 :</b> Les agents des institutions financières sont formés	Nombre d'agents des institutions financières formés	Rapports de formation	Cadres de concertation
		Rapports d'activités	Volonté politique
<b>Produit 4.4 :</b> Les agréés de change manuel sont formés	Nombre d'agréés de change formés	Rapports de formation Rapports d'activités	Disponibilité des fonds

<b>Produit 4.5 :</b> Les capacités du secteur des assurances sont renforcées	Nombre d'agents du secteur des assurances formés	Rapports de formation  Rapports d'activités
<b>Produit 4.6 :</b> Le dispositif LBC/FT est mis en place dans les bureaux de change	pourcentage de bureaux de change conformes	Rapports de contrôle de la DMCE/ BCEAO
<b>Produit 4.7 :</b> Les agents du secteur des OBNL sont formés	Nombre d'agents des OBNL formés	Rapports de formation  Rapports d'activités
<b>Produit 4.8 :</b> Les autorités de contrôle et de régulation sont formées	Nombre d'autorités de contrôle et de régulation formés	Rapports de formation  Rapports d'activités
<b>Effet 5 :</b> La coopération développée est	Pourcentage de réponses reçues par rapport aux requêtes adressées  Pourcentage de réponses adressées par rapport aux requêtes reçues	Rapport d'activités CENTIF
<b>Produit 5.1 :</b> La coopération nationale LBC/FT est renforcée	Rapports du CNCA-LBCFT	Rapport d'activités CENTIF
<b>Produit 5.2 :</b> La coopération internationale LBC/FT est renforcée	Participation de la CENTIF aux instances internationales	Rapports de la CENTIF



<b>Produit 5.3 :</b> La coopération internationale en matière d'entraide pénale est améliorée	Délais de prise en charge des demandes d'entraide pénale  Nombre de demandes d'entraide pénale adressées	Rapport de suivi et rapport pays	
<b>Effet 6 :</b> Le suivi-évaluation est assuré	Taux d'exécution du plan d'action de la stratégie	Rapport d'évaluation de la stratégie	Disponibilité de fonds
<b>Produit 6.1 :</b> Le dispositif de suivi-évaluation de la stratégie de LBCFT/P est mis en œuvre	Comité d'évaluation mis en place  Nombre de rapport d'évaluation élaboré	Rapport d'évaluation de la stratégie	

Le plan d'actions de la stratégie fera l'objet de deux évaluations externes :

- une évaluation à mi-parcours en 2022 ;
- et une évaluation finale en 2023 pour apprécier la performance globale de la stratégie et les résultats atteints par rapports aux objectifs initiaux.

**PLAN D' ACTIONS DETAILLE DE LA**

**STRATEGIE LBC/FT/P**

**2022-2024**

Produits	Actions	Coût Actions	Calendrier d'exécution			Responsable	Structure Associée	
			2022	2023	2024			
Axe 1 : Renforcement du cadre juridique de la LBCF/TP								
Produit 1.1 : Le dispositif national de LBCFT/P est conforme aux standards internationaux	Action 1.1 : Mise en conformité du dispositif national de LBCFT/P aux standards internationaux	11 600 000	X	X	X	CENTIF	MF	
Axe 2 : Renforcement des capacités opérationnelles de la CENTIF								
Produit 2.1 : Les capacités techniques et administratives de la CENTIF sont renforcées	Action 2.1 : Renforcement des capacités du personnel administratif et technique de la CENTIF	45 000 000	X	X	X	CENTIF	MF	
Produit 2.2 : l'efficacité de la CENTIF est renforcée	Action 2.2 : Amélioration de l'efficacité de la CENTIF	262 500 000	X	X	X	CENTIF	MF	
	Action 2.3 : renforcement de la CENTIF en matériels techniques	575 500 000	X	X	X	CENTIF	MF	
	Action 2.4: révision de l'ENR	100 000 000		X	X	CENTIF	MF	
Axe 3 : Renforcement des capacités des autres autorités d'enquêtes et de poursuites judiciaires								
Produit 3.1 : Les autorités d'enquête et de poursuite sont formées	Action 3.1 : Poursuite de la sensibilisation et renforcement de la formation des autorités d'enquête et de poursuite	81 000 000	X	X	X	CENTIF	MJ	
Produit 3.2 : Les capacités opérationnelles des autorités d'enquête sont renforcées	Action 3.2 : Renforcer l'efficacité opérationnelle des autorités chargées d'enquêtes	36 000 000	X	X	X	CENTIF	DMCE	

<b>Produit 3.3</b> : Les capacités des ACGSGCRA sont renforcées	<b>Action 3.3</b> : Renforcement des capacités de l'ACGSGCRA	22 650 000	X			CENTIF	MJ
<b>Axe 4 : Renforcement des dispositifs préventifs des assujettis et les capacités des autorités de régulation et de contrôle</b>							
<b>Produit 4.1</b> : Les EPNFD sont formés	<b>Action 4.1</b> : Renforcement des capacités des EPNFD	185 500 000	X	X	X	CENTIF	ACTEURS
<b>Produit 4.2</b> : Le secteur de la micro finance est renforcé	<b>Action 4.2</b> : Renforcement du secteur de la micro finance	50 300 000	X	X		CENTIF	MF
<b>Produit 4.3</b> : Les agents des institutions financières sont formés	<b>Action 4.3</b> : Renforcement des capacités des institutions financières	56 000 000		X	X	CENTIF	MF
<b>Produit 4.4</b> : Les agréés de change manuel sont formés	<b>Action 4.4</b> : Formation des agréés de change manuel	11 700 000	X			CENTIF	DMCE
<b>Produit 4.5</b> : Les capacités du secteur des assurances sont renforcées	<b>Action 4.5</b> : Renforcement des capacités du secteur des assurances	29 250 000	X	X		CENTIF	DCMA
<b>Produit 4.6</b> : Le dispositif LBC/FT est mis en place dans les bureaux de change	<b>Action 4.6</b> : Appuis aux bureaux de change manuel à mettre en place un dispositif LBC/FT adapté	2 250 000	X			CENTIF	DMCE
<b>Produit 4.7</b> : Les agents du secteur des OBNL sont formés	<b>Action 4.7</b> : Formation au profit des acteurs du secteur des OBNL	4 500 000	X	X	X	CENTIF	DONGAD

<b>Produit 4.8</b> : Les autorités de contrôle et de régulation sont formées	<b>Action 4.8</b> : Formation des autorités de contrôle et de régulation des OBNL	24 000 000	X	X		CENTIF	DONGAD
<b>Axe 5 : Développement de la coopération</b>							
<b>Produit 5.1</b> : la coopération nationale et internationale en matière de LBC/FT est améliorée	<b>Action 5.1</b> : renforcement de la coopération nationale LBC/FT	24 200 000	X	X	X	CENTIF	
	<b>Action 5.2</b> : renforcement de la coopération internationale LBC/FT	105 000 000	X	X	X	CENTIF	
<b>Produit 5.2</b> : La coopération internationale en matière d'entraide pénale est améliorée	<b>Action 5.3</b> : Amélioration de la coopération internationale en matière d'entraide pénale et de coopération judiciaire	30 150 000	X	X		CENTIF	
<b>Axe 6 : Suivi-évaluation</b>							
<b>Produit 6.1</b> : Le mécanisme de suivi-évaluation de la stratégie de LBCFT/P est opérationnel	<b>Action 6.1</b> : Mise en œuvre du dispositif de suivi-évaluation de la stratégie de LBCFT/P	30 000 000	X	X	X	CENTIF	
		<b>1 687 100 000</b>					